

Burkina Faso : Proposition d'amnistie des putschistes

@rib News, 20/09/2015 – Source Ouest-France – Un coup d'État pour rien ? Un projet d'accord de sortie de crise a été proposé dimanche soir à Ouagadougou, après des négociations. Les médiateurs de la Cdadao ont proposé dimanche soir à Ouagadougou un « projet d'accord politique de sortie de crise » au Burkina Faso, prévoyant de restaurer le président Kafando, renversé jeudi par un coup d'Etat militaire, et d'amnistier les putschistes.

Par ailleurs, cet accord, qui devrait être présenté mardi à l'Union africaine (UA) à l'occasion d'une session extraordinaire, prévoit de maintenir les élections législatives et présidentielle, au plus tard le 22 novembre, et d'y inclure les candidats pro-Compaoré exclus ces derniers mois suite à une loi votée par l'Assemblée nationale. Le projet d'accord a été lu peu après 18h30 (locales et GMT) par le président de la Commission de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (Cdadao), Kadré Diassiré Ouedraogo. Loi d'amnistie Il prévoit la « restauration des institutions de la transition et du président Kafando », la « libération sans condition de toutes les personnes détenues suite aux événements », « l'acceptation du pardon et une loi d'amnistie sur les événements consécutifs au coup d'Etat ». Cette loi devra être votée avant le 30 septembre. En outre, le texte préconise la « poursuite du processus électoral » au plus tard le 22 novembre, alors que jusqu'ici, les élections étaient fixées au 11 octobre. Annulation de l'invalidation des candidatures Point important répondant au mécontentement des militaires putschistes, la proposition prévoit que « les personnes dont les candidatures ont été invalidées seront autorisées à participer aux prochaines élections ». Le sort du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), à l'origine du coup d'Etat jeudi et dirigé par le Gilbert Diendé, un proche de Compaoré, est quant à lui laissé à l'appréciation du président issu des prochaines élections. Depuis plusieurs mois, la société civile réclame la dissolution de cette troupe forte de 1 300 hommes. Le président sénégalais Macky Sall, président en exercice de la Cdadao, a annoncé que cette solution serait proposée mardi à l'UA lors d'un sommet extraordinaire.